



**PRÉFET
DES BOUCHES-
DU-RHÔNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté,
de la légalité et de l'environnement
✓ Bureau de l'utilité publique,
de la concertation et de l'environnement**

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

sur le territoire de la commune de MARSEILLE

En application du Code de l'Expropriation, et en exécution de l'arrêté n° 2025-55 en date du **23 DEC. 2025** du préfet de la région Provence, Alpes, Côte d'Azur – préfet des Bouches-du-Rhône, il sera procédé, à l'ouverture conjointe d'une enquête préalable à l'utilité publique et au parcellaire, sur le territoire de la commune de Marseille, au bénéfice de la SPLA-IN AIX-MARSEILLE PROVENCE, en vue d'une opération d'aménagement et de renouvellement urbain « Hoche Versailles » portant sur trois immeubles sis 4 rue Eugène Pottier/1 rue Hoche, 6 rue Eugène Pottier/3 rue Hoche, 8 rue Eugène Pottier/5 rue Hoche, et de création de logements sociaux, dans le 3^e arrondissement de la ville de Marseille.

A été désigné en qualité de commissaire enquêteur chargé de conduire l'enquête considérée, par le président du tribunal administratif de Marseille : **monsieur Frédéric ALLAIN, ingénieur en chef de 1^{re} classe du ministère des armées, retraité et madame Brigitte CHAROYAN, expert foncier agricole, immobilier et commercial en activité, en qualité de commissaire enquêteur suppléant.**

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquête portant sur l'utilité publique et le parcellaire, seront déposés pendant **17j jours consécutifs, du lundi 2 février 2026 au mercredi 18 février 2026 inclus**, afin que chacun puisse en prendre connaissance et consigner ses observations sur l'utilité publique et le parcellaire de cette opération, sur lesdits registres, aux lieu, jours et heures suivants :

– **Mairie de Marseille – direction générale adjointe « Ville de Demain » (siège de l'enquête)**
– **40, Rue Fauchier, 13002 Marseille, du lundi au vendredi de 9 h 00 à 12 h 00 et de 13 h 45 à 16 h 45.**

Par ailleurs, les observations sur l'utilité publique pourront être adressées par écrit au commissaire enquêteur à l'adresse de la mairie de Marseille, siège de l'enquête – direction générale adjointe – lequel les annexera au registre d'enquête publique. Il en sera de même pour les observations qui seraient présentées par la chambre des métiers et de l'artisanat des Bouches-du-Rhône et la chambre de commerce et d'industrie métropolitaine Aix-Marseille-Provence.

Les observations sur le parcellaire, pourront être adressées par écrit au maire ou au commissaire enquêteur, à l'adresse de la mairie susvisée. Elles seront annexées au registre concerné.

En outre, les observations pourront être émises auprès du commissaire enquêteur qui se tiendra personnellement à cet effet au lieu et durant les jours et heures suivants :

– **Mairie de Marseille – Direction générale adjointe « Ville de demain » (siège de l'enquête) :**

- **lundi 2 février 2026 de 9h00 à 12h00**
- **mardi 10 février 2026 de 13h45 à 16h45**
- **mercredi 18 février 2026 de 13h45 à 16h45**

En vue de la fixation des indemnités et en vertu des dispositions des articles L311-1 et suivants et R311-2 du code de l'expropriation, le propriétaire, l'usufruitier, sont tenus d'appeler et de faire connaître à l'expropriant les fermiers, les locataires, ceux qui ont des droits d'emphytéose, d'habitation ou d'usage et ceux qui peuvent réclamer des servitudes, les autres personnes intéressées, sont tenues de se faire connaître en écrivant à monsieur le directeur général de la Société Publique Locale d'Aménagement d'Intérêt National Aix-Marseille Provence, SPLA-IN, 10 Place de la Joliette 13002 Marseille, dans un délai d'un mois, à défaut de quoi elles seront déchues de tous droits à indemnités.

Le commissaire enquêteur établira un rapport qui relatera le déroulement de l'enquête et rédigera des conclusions motivées, en précisant si elles sont favorables ou non à la déclaration de l'utilité publique de l'opération considérée, et sur le volet parcellaire, puis les transmettra par écrit, accompagnés du dossier d'enquête, au préfet des Bouches-du-Rhône, dans un délai d'un mois à compter de l'expiration du délai d'enquête.

Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur relatifs à l'utilité publique de l'opération projetée, seront, à l'issue de l'enquête, tenus à la disposition de toutes les personnes intéressées, en mairie de Marseille (direction générale adjointe « ville de demain »), ainsi qu'à la préfecture des Bouches-du-Rhône, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Toute personne physique ou morale concernée peut demander communication des conclusions motivées du commissaire enquêteur dans les conditions fixées par le code des relations entre le public et l'administration.

Les demandes de communication de ces conclusions doivent être adressées au préfet des Bouches-du-Rhône. Celui-ci peut inviter le demandeur à prendre connaissance de ces conclusions à la mairie de Marseille (direction générale adjointe « Ville de demain »), soit lui en adresser une copie à ses frais, soit assurer la publication desdites conclusions en vue de leur diffusion aux demandeurs, dans les conditions prévues par le code des relations entre le public et l'administration.

Les adresses des services intéressés, auprès desquels le public peut notamment solliciter des informations, sont les suivantes :

– société publique locale d'aménagement d'intérêt national Aix-Marseille Provence — SPLA-IN (responsable du projet)

10, Place de la Joliette

Atrium 10.4

13002 Marseille-Provence-Métropole

Tel : 06 78 12 34 94 – Site Internet : www.splain-amp.fr

– mairie de Marseille (Siège de l'enquête)

Direction générale adjointe (DGA « Ville de demain ») 40 Rue Fauchier – 13002 Marseille.

Tél : 04 91 55 22 00 – Site Internet : www.marseille.fr

– préfecture des Bouches-du-Rhône

Direction de la citoyenneté, de la légalité et de l'environnement

Bureau de l'utilité publique, de la concertation et de l'environnement

Bd Paul Peytral – 13282 Marseille Cedex 20

Tél : 04.84.35.40.00 – Site Internet : www.bouches-du-rhone.gouv.fr

Marseille, le

23 DEC. 2025

Pour le Préfet

Le Chef du Bureau de

l'Utilité Publique

Concertation et Environnement